

Eugène Ernst (CSC) : « Les enseignants ont été dupés ! »

ENSEIGNEMENT Le syndicat chrétien s'inquiète des économies visant l'école et adresse au politique un quasi-préavis d'actions

Les enseignants ont été dupés ! »

Les nerfs sont à vif, dans les états-majors syndicaux de l'enseignement. La campagne électorale a caressé les profs dans le sens du poil. Les urnes vidées, un vent sibérien est aussitôt venu glacer les illusions.

« *Le PS parlait d'engager 1.000 enseignants au fondamental, de payer la cantine des gosses et le CDH disait qu'il voulait de l'argent pour le libre*, rappelle Eugène Ernst, le patron de la CSC-enseignement. *C'est où, tout ça, maintenant ?* »

A l'eau, sans doute...

Les tractations visant à forger la majorité en Communauté française sont toujours en cours. Et si les négociateurs s'imposent un silence absolu, on sait au moins que la Communauté devra (au minimum) diminuer ses dépenses à hauteur de 150 millions par an de façon récurrente et que, dans l'enseignement, PS et CDH comptent (au minimum) cibler les options trop peu peuplées et les prévisions (voir nos éditions précédentes.)

Ce qui élève l'angoisse syndicale, c'est le silence des négociateurs. « *Ils nous ont reçus une*

fois, dit Eugène Ernst. Au début des négociations, pour la forme. Depuis, les ponts sont coupés. Le silence est total. C'est Manitoba ne répond plus ! »

Et quand Manitoba daigne parler, ce qui est rare ces derniers jours, c'est affreusement évasif.

« *Que vous dire ? Que si on avait un milliard de plus, ce serait beaucoup facile* », nous confessait ainsi un négociateur,

« **PS et PSC nous ont reçus une fois. Depuis, les ponts sont coupés. C'est Manitoba ne répond plus !** »

mercredi. *On ne l'a pas. Alors, ça va être compliqué et ce sera compliqué pour tout le monde.* »

Inutile d'interroger les négociateurs sur les mesures d'économies en projet. Mais ce « *compliqué pour tout le monde* » signale que la relative immunité dont jouit l'école depuis plusieurs législatures semble levée – exceptées les atteintes aux prépensions (DPPR) en 2011, le dernier véritable plan d'austérité touchant l'école remonte à 1995.

Bref, en cet été 2014, ça sent méchamment la poudre et la CSC, mardi, a très officiellement

prévenu la majorité en diffusant un communiqué dont le ton frôle

le préavis d'actions.

« *Les vacances n'atténueront pas notre vigilance, lit-on. Nous sommes d'ores et déjà prêts à réagir avec force et vigueur si le PS et le CDH oublieraient leurs promesses électorales. La CSC refuse toute politique d'austérité ou de rigueur.* »

Eugène Ernst prolonge :

« *Pendant la campagne, aucun parti n'a osé évoquer ces difficultés budgétaires qui leur étaient pourtant connues. On tombe de haut. Nous sommes prêts à réagir, dès la rentrée, avec un plan qui ira crescendo – de l'information des militants à l'action !* »

A la CGSP, Pascal Chardome préfère attendre un peu. « *On verra ce qui sort des négociations. Mais on est prêts...* »

Les syndicats se rejoignent pour estimer que la majorité songe sans doute à cogner dur en tout début de législature en misant sur la capacité d'oubli – le prochain scrutin n'a lieu qu'en 2019. « *Mais là, ils se trompent*, envoie Ernst. *Rappelez-vous le plan social de 1995. PS et PSC l'ont payé cher, en 1999. Les enseignants ont de la mémoire !* » ■

PIERRE BOUILLON

Décloisonnement, fin de carrière : l'ouverture des syndicats

L'école francophone ne manque ni d'argent, ni de personnel, or ses performances sont médiocres. C'est Robert Deschamps, professeur à l'Université de Namur, qui l'assure dans une étude sur le fonctionnement de notre enseignement (*Le Soir* du 9 juillet). Si les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances c'est, pour l'économiste, une question d'organisation. Il lance des pistes : confiance dans les gens de terrain, nouvelle culture de l'évaluation, financement privilégiant les plus faibles, decloisonnement, aménagements de fin de carrière...

Les leaders syndicaux ont-ils avalé leur café de travers mercredi ? Ils ne sont évidemment pas

d'accord sur tout, mais ils font preuve d'ouverture.

Ce qu'ils peuvent entendre

« *Le decloisonnement ? Je ne crois pas au grand soir qui verrait l'avènement d'un réseau unique – même si, pour nous, c'est évidemment l'idéal – mais forcer la collaboration entre réseaux a du sens* », dit Pascal Chardome, de la CGSP enseignement. Les résultats sont problématiques ? « *Soit on réinvestit, soit on fait mieux avec les moyens qu'on a. En maintenant l'encadrement à son niveau et en le réorganisant, on peut effectivement concentrer des moyens pour lutter contre l'échec scolaire* ». Le syndicat so-

cialiste propose cependant de prendre le temps d'une législature pour repenser tout le système d'enseignement. Quant aux aménagements de fin de carrière, il se dit ouvert : « *Pourquoi pas, pour autant que ce soit sur base volontaire, car il ne faut pas éluder le fait que si la prépension a du succès, c'est parce que le job est épuisant.* »

À la CSC, Eugène Ernst ne dit pas autre chose : « *Il ne faut pas s'imaginer que les gens décident de perdre le tiers de leurs revenus dans une prépension par plaisir, s'ils le font, c'est en raison de l'épuisement. Si on leur propose autre chose comme du tutorat, de l'accompagnement de jeunes en*

difficultés, ils prendront ». Ouverture aussi sur le décloisonnement des réseaux : « Il faut en tout cas des structures intermédiaires où les gens collaborent, discutent. J'ai juste une crainte concernant la fusion des pouvoirs organisateurs du réseau public : Di Rupo et Busquin, qui ne sont pourtant pas des manches, ont essayé voici 20 ans mais s'y sont cassé la figure. » En fait, la CSC se dit prête « à débattre en levant les tabous qui paralysent le système : le quasi-marché scolaire, la complexité de l'organisation en réseaux, le temps scolaire ».

Ce qu'ils ne peuvent entendre

« Nous ne disons pas que l'enseignement obligatoire est sous-financé, mais le quasi-marché dans lequel on le fait fonctionner et le taux d'échec important sont extrêmement coûteux », conteste Pascal Chardome pour la CGSP. « Les chiffres présentés par Ro-

bert Deschamps masquent le fait que bien des classes sont surpeuplées. Et puis, beaucoup d'enseignants sont comptabilisés alors qu'ils ne sont plus en classe. Il y a bien quelques gabegies, mais en réalité, les taux d'encadrement sont loin d'être mirifiques ».

Le syndicat socialiste a aussi ses tabous : s'il dit oui à l'aménagement de fin de carrière sur base volontaire, il refuse de toucher aux prepensions pour ceux que l'aventure ne tente pas. Et il prévient : « Nous sommes ouverts à certaines choses, mais si les réformes envisagées - la fusion des réseaux publics par exemple - ont pour objectif de réduire l'emploi, le gouvernement nous trouvera sur sa route ! »

À la CSC, Eugène Ernst craint plus que tout la proposition de financement différencié pour lutter contre l'échec scolaire (NDLR : plus d'argent pour un élève faible) : « Je suis certain

que des écoles feront le choix de ne pas inscrire les faibles, quitte à avoir moins de subventions mais à exiger davantage des parents. La proposition pourrait accroître la dualisation de notre système d'enseignement. »

Il revient aussi sur l'évolution du financement : « Les chiffres retenus sur 15 ans masquent les coupes sombres des années 80 et 90. Faut-il rappeler que deux ministres socialistes ont supprimé des emplois par milliers : avec Di Rupo ce fut 2.000 emplois en 1993, tandis qu'en 1996, Onkelinx en a ajouté 3.000 de plus. »

Et puis, il y a le tabou : « La fin de la DPPR relève du fantasme. L'auteur oublie de préciser que le système a déjà été revu. Il semble en tout cas ignorer les conditions de travail du personnel ». Et la CSC de lancer : « Je défie quiconque de venir une journée dans une classe maternelle, il comprendra pourquoi on parle d'épuisement du personnel ». ■

ÉRIC BURGRAFF